

Cour d'appel de Paris.

Pôle 1

Chambre 2

ARRÊT

No Répertoire général : 13/02679 6 février 2014.

Grosses délivrées REPUBLIQUE FRANCAISE aux parties le : AU NOM DU PEUPLE FRANCAIS

COUR D'APPEL DE PARIS

Pôle 1 - Chambre 2

ARRET DU 06 FEVRIER 2014

(n° , pages)

Numéro d'inscription au répertoire général : 13/02679

Décision déferée à la Cour : Ordonnance du 15 Janvier 2013 -Tribunal de Grande Instance de CRETEIL - RG n° 12/01103

APPELANTE

La société S.

XXXX

Représentée par Me Patrick BETTAN de la SELARL DES DEUX PALAIS, avocat au barreau de PARIS, toque : L0078

Assistée de Me Bruno PHILIPPON de la SCP BOUSSAGEON GUITARD PHILIPPON, avocat au barreau de PARIS, toque : P0055

INTIMEE

SDC XXXX

représenté par son syndic, la société E., SARL au capital de 7.622,45 €,dont le siège social est XXXX

Représenté et Assisté de Me Jean-toussaint BARTOLI, avocat au barreau de VAL-DE-MARNE, toque : PC 9

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 18 Décembre 2013, en audience publique, devant la Cour composée de :

Monsieur Frédéric CHARLON, Président de chambre

Mme Evelyne LOUYS, Présidente de chambre

Madame Michèle GRAFF-DAUDRET, Conseillère

qui en ont délibéré

Greffier, lors des débats : Mme Sonia DAIRAIN

ARRET :

- CONTRADICTOIRE

- par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile.

- signé par Monsieur Frédéric CHARLON, président et par Mme Sonia DAIRAIN, greffier.

ELEMENTS DU LITIGE':

La société S. a effectué pour le compte du syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier sis à XXXX (le syndicat des copropriétaires) des travaux d'étanchéité d'une dalle de parking.

La société S. a assigné ce syndicat des copropriétaires devant le juge des référés du tribunal de grande instance de Créteil pour obtenir le paiement d'une provision à valoir sur le montant qu'il resterait devoir au titre de ce marché de travaux et par ordonnance du 15 janvier 2013 le juge des référés a condamné le syndicat des copropriétaires à payer à la société S. la somme provisionnelle de 254.214,82 euros avec intérêts au taux légal à compter du 15 juin 2012 et a accordé au débiteur un délai de 24 mensualités, la première au plus tard le premier jour du mois suivant la signification de l'ordonnance, et dit qu'à défaut de paiement d'une mensualité et après une sommation de payer infructueuse pendant sept jours calendaires, la somme restant due deviendra immédiatement exigible'; enfin le syndicat des copropriétaires était condamné aux dépens et au paiement de la somme de 1.000 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

La société S. a interjeté appel de cette décision le 11 février 2013 et par conclusions du 9 octobre 2013 elle demande que la condamnation du syndicat des copropriétaires à payer la somme de 254.214,82 euros soit assortie d'un intérêt au taux prévu à l'article 20.8 de la norme Afnor P03.001 à compter du 15 juin et que soit ordonnée la capitalisation des intérêts ; elle sollicite par ailleurs l'information des dispositions relatives aux délais de paiement et réclame enfin l'allocation de la somme de 3.000 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile et la condamnation du syndicat des copropriétaires aux dépens.

Par conclusions du 2 décembre 2013 le syndicat des copropriétaires demande la confirmation de la décision du juge des référés et le rejet des prétentions de la société S. ; elle sollicite en outre la condamnation de celle-ci aux dépens et au paiement de la somme de 1.500 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile.

SUR QUOI LA COUR ;

Considérant que le syndicat des copropriétaires ne conteste pas le principe de la créance alléguée par la société S. ni le montant de la provision réclamée ; qu'il convient donc de confirmer l'ordonnance du 15 janvier 2013 quant au montant en principal de la provision allouée à l'entrepreneur ;

Considérant que la société S. demande que soit appliqué le taux d'intérêt prévu à l'article 20.8 de la norme Afnor P 03.001 ; que cette demande est recevable en application de l'article 566 du code de procédure civile, s'agissant d'un accessoire de la demande principale et qu'il y a lieu d'y faire droit puisque cette norme a été intégrée dans le champ contractuel dans la mesure où le marché de travaux liant les parties s'y réfère expressément et que ce simple renvoi, qui concerne notamment la disposition du contrat-type Afnor fixant le taux d'intérêt de retard, permet à la partie débitrice d'en avoir une exacte connaissance ; qu'enfin l'article L.441-1 du code de commerce n'est pas ici applicable, le syndicat des copropriétaires n'étant pas commerçant ;

Considérant que cet intérêt contractuel a pour point de départ la mise en demeure adressée par la société S. au syndicat des copropriétaires le 15 juin 2012 ;

Considérant que d'autre part que le juge des référés peut, sans excéder ses pouvoirs, ordonner la capitalisation des intérêts moratoires ; qu'il y a lieu en conséquence d'appliquer l'article 1154 du code civil ;

Considérant que le premier juge a accordé des délais de paiement au syndicat des copropriétaires, mais que le fait que celle-ci rencontre des difficultés de recouvrement des charges auprès de trois copropriétaires n'est pas de nature à justifier l'octroi de tels délais de paiement puisque la société S. ne saurait subir l'incurie du syndicat qui a engagé d'importantes dépenses sans s'assurer au préalable pouvoir recueillir auprès des copropriétaires les fonds nécessaires ;
Que le jugement doit donc être infirmé sur ce chef ;

PAR CES MOTIFS

CONFIRME l'ordonnance rendue le 15 janvier 2013 par le juge des référés du tribunal de grande instance de Créteil en ce qu'elle condamne le syndicat des copropriétaires de l'ensemble immobilier sis à XXXX (le syndicat des copropriétaires) à payer à la société S. la somme provisionnelle de 254.214,82 euros, à payer la somme de 1.000 euros en application des dispositions de l'article 700 du code de procédure civile et à supporter les dépens de première instance ;

INFIRME les autres dispositions de cette ordonnance ;

Statuant à nouveau :

DÉCLARE recevable la demande de la société S. aux fins d'assortir la condamnation principale d'un intérêt conventionnel ;

DIT que la condamnation au paiement de la somme de 254.214,82 euros est assortie d'un intérêt au taux prévu à l'article

20.8 de la norme Afnor P 03-001, et ce à compter du 15 juin 2012 ;

ORDONNE la capitalisation des intérêts dans les conditions prévues à l'article 1154 du code civil ;

CONDAMNE le syndicat des copropriétaires aux dépens d'appel ;
Vu l'article 700 du code de procédure civile,

LAISSE à sa charge ses frais irrépétibles et le condamne à verser à la société S. la somme de 3.000 euros ;

ACCORDE à Me Bettan le bénéfice du recouvrement direct des dépens avancés sans avoir reçu provision' ;

LE GREFFIER,
LE PRÉSIDENT,
Monsieur Frédéric CHARLON,